

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

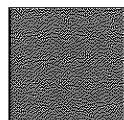
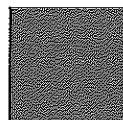
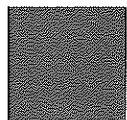
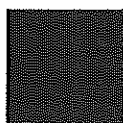
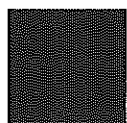
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2018 B 28714 Numéro SIREN : 521 320 408 Nom ou dénomination : CRÉDIT AGRICOLE TECHNOLOGIES ET SERVICES
--

Ce dépôt a été enregistré le 21/07/2021 sous le numéro de dépôt 69159

Société en nom collectif
RCS Paris 521 320 408
Capital social : 5 850 €

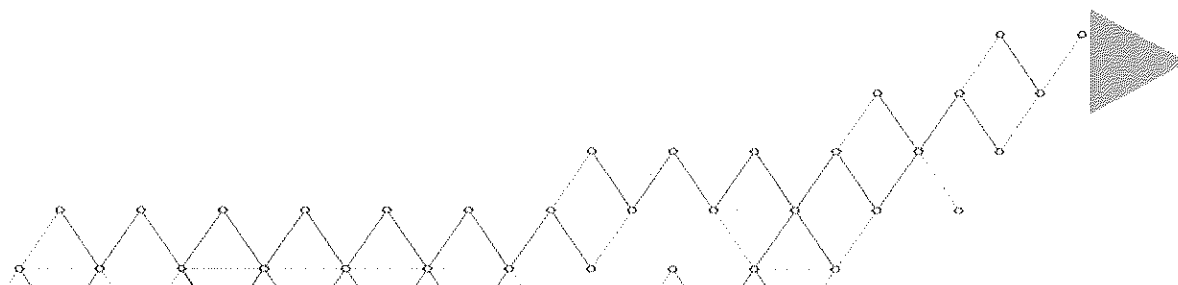
12 Rue Villiot
75012 PARIS
01 44 74 47 74



Copie Certifiée Conforme

Etats Financiers

31/12/2020



Direction Financière et Services Transverses

12 rue Villiot

75012 Paris

Téléphone : 01 44 74 47 74

BILAN

Bilan Actif

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20

Edition du 27/05/21

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	388 635 999	348 154 269	40 481 731	44 248 401
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 788 425		1 788 425	6 574 973
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	390 424 425	348 154 269	42 270 156	50 823 374
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				300 000
Constructions	10 339 351	9 547 765	791 586	1 806 998
Installations techniques, matériel et outillage industriel	421 669	416 434	5 234	5
Autres immobilisations corporelles	106 240 223	75 864 535	30 375 689	12 587 565
Immobilisations en cours	1 162 391		1 162 391	1 468 415
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	118 163 634	85 828 734	32 334 900	16 162 984
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	55 521 854		55 521 854	55 521 854
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 279 635	2 030	1 277 605	1 607 148
TOTAL immobilisations financières :	56 801 489	2 030	56 799 459	57 129 002
ACTIF IMMOBILISÉ	565 389 548	433 985 032	131 404 516	124 115 359

STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	78 076 215		78 076 215	73 960 375
Autres créances	14 167 029		14 167 029	57 972 876
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	92 243 244		92 243 244	131 933 251
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 713 086		5 713 086	2 527 331
Charges constatées d'avance	8 542 817		8 542 817	9 573 943
TOTAL disponibilités et divers :	14 255 904		14 255 904	12 101 274
ACTIF CIRCULANT	106 499 147		106 499 147	144 034 526

Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

TOTAL GÉNÉRAL	671 888 695	433 985 032	237 903 663	268 149 885
----------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Bilan Passif

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 27/05/21

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 5 850	5 850	5 850
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 056 342	
Résultat de l'exercice	1 547 166	2 056 342
TOTAL situation nette :	3 609 358	2 062 192
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	3 609 358	2 062 192
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	32 156 962	22 753 824
Provisions pour charges	31 800 833	38 842 330
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	63 957 795	61 596 154
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
Dettes diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 224 835	135 839 301
Dettes fiscales et sociales	67 163 413	64 528 666
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	900 614	3 932 963
Autres dettes	47 648	190 609
TOTAL dettes diverses :	170 336 510	204 491 539
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	170 336 510	204 491 539
Ecart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	237 903 663	268 149 885

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat (Première Partie)

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 27/05/21

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	845 857 496		845 857 496	902 655 661
Chiffres d'affaires nets	845 857 496		845 857 496	902 655 661
Production stockée				
Production immobilisée			6 282 683	8 589 959
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			15 512 670	11 234 424
Autres produits			66	49
PRODUITS D'EXPLOITATION			867 652 914	922 480 093
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			620 490 328	699 331 901
TOTAL charges externes :			620 490 328	699 331 901
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			20 879 191	18 559 305
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			106 138 069	88 997 452
Charges sociales			52 364 814	43 386 876
TOTAL charges de personnel :			158 502 883	132 384 328
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			39 791 417	31 674 234
Dotations aux provisions sur immobilisations				1 394 690
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			17 617 238	29 438 497
TOTAL dotations d'exploitation :			57 408 655	62 507 421
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			10 459 859	9 908 933
CHARGES D'EXPLOITATION			867 740 916	922 691 887
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(88 002)	(211 794)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20

Edition du 27/05/21

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(88 002)	(211 794)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 160	
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 370	50 200
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	21 530	50 200
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	5	2 064
Différences négatives de change	1 749	4 317
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	1 754	6 382
RÉSULTAT FINANCIER	19 776	43 818
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(68 226)	(167 976)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 560	427 725
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 097 940	49 296 055
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	1 099 500	49 723 780
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		121 570
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 031 274	49 434 235
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	1 031 274	49 555 805
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	68 226	167 976
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	(1 547 166)	(2 056 342)
TOTAL DES PRODUITS	868 773 945	972 254 073
TOTAL DES CHARGES	867 226 779	970 197 731
BÉNÉFICE OU PERTE	1 547 166	2 056 342

Annexes

Règles et Méthodes Comptables

Règles & Méthodes Comptables

L'exercice comptable de CA TECHNOLOGIES et SERVICES a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2020 ont été établis dans le respect des dispositions du règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 4 décembre 2015 relatif au Plan Comptable Général.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

a) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

b) Immobilisations Corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	15 à 50 ans
- Agencement et aménagement des constructions	7 à 10 ans
- Installations techniques	7 à 10 ans
- Matériels et outillages industriels	3 à 5 ans
- Matériels et outillages	3 à 5 ans
- Mobilier de Bureau	7 à 10 ans
- Matériels Informatiques	2 à 5 ans
- Matériels de Transport	3 à 5 ans
- Licences	1 à 3 ans

Depuis 2019, un changement d'estimation a été opéré pour les postes de travail. Le mode linéaire est désormais appliqué en lieu et place de l'amortissement dégressif.

Règles & Méthodes Comptables (suite)

d) Immobilisations Incorporelles créées en interne :

La création d'immobilisations incorporelles en interne a été mise en œuvre en 2019. Elle est consécutive à l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe CA de CATS au 1er janvier 2019.

De ce fait CATS, a abandonné au 1er janvier 2019 la méthode dérogatoire pratiquée précédemment en normes françaises, méthode qui lui permettait de constater en charges l'ensemble de ses coûts de projets.

Suite à l'absence de possibilités techniques d'évaluer et transcrire les projets antérieurs à 2019 en immobilisations incorporelles créées en interne, CATS n'a pas constaté en 2019 d'immobilisations incorporelles créées en interne au titre de ces années antérieures.

Depuis 2019, CATS constate des immobilisations incorporelles créées en interne.

Ces immobilisations incorporelles créées en interne sont communément appelées « production immobilisée au sein de CATS »

Au 31/12/2019 le montant de la production immobilisée s'établissait à 8,6 M€.

Au 31/12/2020 le montant de la production immobilisée est de 14,9 M€, soit 6,3 M€ d'immobilisations supplémentaires.

Elle se décompose comme telle :

	BRUT	AMORTISSEMENTS	NET
Entrée en relation Professionnelle	3 574 570,50 €	1 504 337,76 €	2 070 232,74 €
NBQ	6 110 666,78 €	591 790,24 €	5 518 876,54 €
Révision du défaut	3 581 079,67 €	882 068,99 €	2 699 010,68 €
New Ma Banque	1 606 324,92 €	0,00 €	1 606 324,92 €

e) Immobilisations Financières :

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur les immobilisations financières (titres) et titres de placement ne sont pas incorporés dans les coûts des immobilisations et sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations financières sont composées des parts sociales détenues sur les filiales (voir tableau des filiales).

e) Participations, Autres Titres Immobilisés, Valeurs Mobilières de Placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

f) Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Provisions :

CATS applique le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite, aux litiges et aux risques divers.

Règles & Méthodes Comptables (suite)

Indemnités de Fin de Carrière : "Avantages au personnel postérieurs à l'emploi"

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Crédit Agricole Technologies et Services a appliqué, à compter du 1er janvier 2014, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, Crédit Agricole Technologies et Services provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies. Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Crédit Agricole Technologies et Services a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole Technologies et Services a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Ces engagements sont couverts par des polices d'assurance souscrites auprès d'un organisme spécialisé, à qui Crédit Agricole Technologies et Services verse des cotisations, qui sont comptabilisées en charge durant l'exercice au titre duquel elles sont dues. Ces engagements font l'objet d'une information détaillée dans la note Provisions pour risques et charges.

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole Technologies et Services n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

h) Charges Constatées d'avance :

Les charges constatées d'avance sont des actifs qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

i) Créances litigieuses :

Aucune créance litigieuse n'a été constatée au 31/12/2020

j) Provision pour dépréciation créance litigieuse :

Aucune provision pour dépréciation de créance litigieuse n'a été constatée au 31/12/2020.

k) Perte sur créances irrécouvrables :

Aucune perte sur créances irrécouvrables n'a été constatée au 31/12/2020.

Règles & Méthodes Comptables (suite)

i) Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles :

Aucune provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles a été constatée au 31/12/2020

m) Evènements significatifs

Au 29 Janvier 2020, le conseil de surveillance a acté la nomination de Madame Laure BELLUZZO en tant que Directeur Général du Crédit Agricole Technologies et Services en remplacement de Monsieur Serge MAGDELEINE désigné Directeur Général de la Caisse Régionale ALPES PROVENCE.
La passation a eu lieu début mai.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de la COVID 19. Le recours au télétravail a été massivement appliqué par l'ensemble des salariés. Cela a permis à CATS de maintenir son activité et de répondre rapidement aux demandes spécifiques des CR tels que le développement du télétravail et la mise en oeuvre d'applicatifs et produits liés aux mesures gouvernementales,....

En vue de soutenir au mieux l'activité française et de ne pas pénaliser les acteurs économiques, CATS a procédé à des règlements anticipés afin de soutenir ses fournisseurs.

Les frais de déplacement ont connu une baisse significative du fait des restrictions sanitaires sur l'ensemble du territoire, et de la décision de CATS de restreindre les déplacements dès le début du mois de Mars.

Suite à l'apport de la branche d'activité de production informatisée de CATS au 1er janvier 2019, les coûts de production ont été facturés, comme l'année précédente, par CAGIP sous forme de prestations.

En 2020 CATS a publié sa 1ere liasse fiscale au titre de 2019 en tant que société non transparente et redevable de l'IS et de ses crédits d'impôts.

CATS entrée dans le groupe de consolidation en 2019 a continué de déclarer ses comptes en normes IFRS auprès du groupe Crédit Agricole.

En dépit de la pandémie de la COVID 19, les opérations de transformations ont suivi leur processus et CATS s'est adapté afin de poursuivre son plan de recrutement et la rénovation de ses sites.

Un groupe de travail a été mis en place par CASA afin d'analyser la faisabilité et les impacts d'un futur groupement de TVA groupe CA, en remplacement de l'actuel article 261B.

En 2020, CATS a pris l'engagement de réaliser les travaux nécessaires au traitement de l'obsolescence des divers applicatifs et supports de CATS.

A cette fin, de nouvelles provisions pour obsolescences ont été constatées au 31/12/2020.

L'année 2020 a vu également la fin des détachements des personnels des CR vers CATS.

n) Perspectives d'avenir :

CATS participera en 2021 avec CASA à la mise en oeuvre du futur groupement de TVA.
La date cible de mise en place de ce futur groupement de TVA est le 01/01/2023.

En 2021, CATS rejoindra le groupement de TVA (art 261b) de CACIB.

Conformément aux engagements pris en 2020, CATS poursuivra ses travaux de l'obsolescence de ses applicatifs.

Informations
BILAN et RESULTAT

Immobilisations

Période du 01/01/20 au 31/12/20

Edition du 27/05/21

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	368 679 928		32 203 473
TOTAL immobilisations incorporelles :	368 679 928		32 203 473
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	300 000		
Constructions sur sol propre	587 339		
Constructions sur sol d'autrui	10 956 352		
Constructions installations générales	0		
Installations techniques et outillage industriel	415 874		5 795
Installations générales, agencements et divers	8 317 750		15 767 738
Matériel de transport	7 179		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	74 618 878		8 572 358
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 468 415		14 017 035
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	96 671 787		38 362 925
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	55 521 854		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 621 548		98 028
TOTAL immobilisations financières :	57 143 402		98 028
TOTAL GÉNÉRAL	522 495 116		70 664 426

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	7 814 097	2 644 879	390 424 425	
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 814 097	2 644 879	390 424 425	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains		300 000		
Constructions sur sol propre		565 668	21 670	
Constructions sur sol d'autrui		638 672	10 317 680	
Constructions installations générales			0	
Install. techn., matériel et out. industriels			421 669	
Inst. générales, agencements et divers		113 546	23 971 942	
Matériel de transport			7 179	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		930 133	82 261 103	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	14 323 059		1 162 391	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	14 323 059	2 548 019	118 163 634	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			55 521 854	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		439 941	1 279 635	
TOTAL immobilisations financières :		439 941	56 801 489	
TOTAL GÉNÉRAL	22 137 155	5 632 838	565 389 548	

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	316 461 864	32 942 593	2 644 879	346 759 579
TOTAL immobilisations incorporelles :	316 461 864	32 942 593	2 644 879	346 759 579
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	209 183	17 586	207 609	19 160
Constructions sur sol d'autrui	9 527 510	574 331	573 236	9 528 604
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	415 869	566		416 434
Inst. générales, agencements et divers	2 741 188	3 024 658	31 590	5 734 256
Matériel de transport	7 179			7 179
Mat. de bureau, informatique et mobil.	67 607 875	3 242 906	727 681	70 123 100
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	80 508 803	6 860 047	1 540 116	85 828 734
TOTAL GÉNÉRAL	396 970 667	39 802 640	4 184 995	432 588 312

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	32 942 593		
TOTAL immobilisations incorporelles :	32 942 593		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	17 586		
Constructions sur sol d'autrui	574 331		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	566		
Installations générales, agencements et divers	3 024 658		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 242 906		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 860 047		
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL	39 802 640		
----------------------	-------------------	--	--

Amortissements (suite)

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement et de développement		
Autres immobilisations incorporelles		
TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains		
Constructions sur sol propre		
Constructions sur sol d'autrui		
Constructions installations générales		
Installations techniques et outillage industriel		
Installations générales, agencements et divers		
Matériel de transport		
Matériel de bureau, informatique et mobilier		
Emballages récupérables et divers		
TOTAL immobilisations corporelles :		
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL		
----------------------	--	--

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

Provisions Inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges	55 408	2 521 000	24 000	2 552 408
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	6 613 593	187 096		6 800 689
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	54 927 153	14 909 142	15 231 597	54 604 698
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	61 596 154	17 617 238	15 255 597	63 957 795

Prov. sur immobilisations incorporelles	1 394 690			1 394 690
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières	14 400		12 370	2 030
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 409 090		12 370	1 396 720

TOTAL GÉNÉRAL	63 005 243	17 617 238	15 267 967	65 354 515
----------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions pour risques et charges

Indemnités de Fin de Carrière :

L'évaluation des engagements des indemnités de fin de carrière des salariés de CA TECHNOLOGIES et SERVICES a été effectuée par la société PREDICA et la société ADICAM pour un montant global de 34 700 843 €. L'augmentation substantielle est due au recrutement de nouveaux salariés sur l'année 2020.

Une partie de cet engagement est externalisée auprès d'un assureur pour 24 368 320 €.

La différence qui s'établit à 10 233 487 € est, en partie, provisionnée dans nos comptes au 31/12/2020 pour un montant de 4 996 463 €.

Le solde de 5 237 024 € correspondant principalement aux gains et pertes sur la dette actuarielle au 31/12/2020, suite à l'option de la méthode "Corridor 0%", sera étalé à partir du 01.01.2021 selon la durée moyenne résiduelle de vie active du personnel bénéficiant du régime.

L'évaluation des engagements est basée sur l'effectif de CA TECHNOLOGIES et SERVICES, la détermination d'un salaire moyen, d'un âge moyen et de l'ancienneté.

Les hypothèses actuarielles appliquées à cette évaluation, retenues, sont :

- Un mode de départ volontaire
- Un taux de charges sociales de 58 %
- Une détermination d'âge de départ à la retraite, des taux de turn over, d'évolution des salaires
- Un taux d'actualisation de 0.36 %
- Une référence de taux = iBoxx 10+ au 31/12/2020
- Durée moyenne résiduelle de 13,61 ans
- La table de mortalité TF00-02
- Méthode : valeur actuelle de l'obligation déterminée selon la méthode des unités de crédits projetés.

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN suite

Médailles du travail :

La provision au 31/12/2020 qui s'établit à 1 804 226 € est en hausse de 166 602 € suite à l'arrivée de salariés expérimentés au sein de CATS.

Autres provisions pour risques et charges :

Concernant les provisions pour obsolescence certaines ont été réajustées ou créées en 2020.

La provision SIDV1 a été réajustée en 2020 pour la partie cible opérationnelle (la partie décisionnelle étant terminée) en raison de l'instabilité de la plateforme. Le projet devrait prendre fin au 1er trimestre 2022.

Le réajustement a quant à lui généré une dotation supplémentaire de +1,36 M€. Les consommations 2020 pour le SIDV1 ont entraîné une reprise de – 3,33 M€. La provision s'élève donc au 31/12/2020 à 2,23 M€.

Concernant le projet PACBASE (COBOL-UP), sa réalisation est conforme au planning, il n'y a donc pas eu de réajustement. Les consommations des prestations au titre de 2020 ont entraîné une reprise de provisions de -2,1 M€, ce qui porte la provision à 13,6 M€ au 31/12/2020.

De nouvelles provisions ont été constatées au 31/12/2020 :

HR ACCES : concerne le logiciel actuel du SIRH des CR et de CATS. Au 31/12/2020 la solution actuelle ne sera plus maintenue par l'éditeur SOPRA et fera l'objet d'un arrêt définitif en 2021. Il a été en conséquence décidé de remplacer la version actuelle par la nouvelle solution HR4YOU. Au 31/12/2020 une provision de 5,22 M€ a été établie.

ADSU : il s'agit d'une architecture vieillissante et obsolète, un changement technologique s'impose à CATS dans le cadre de la modernisation du SI et du renouvellement des infrastructures. Le 04/12/2020 le comité Pilotage SI a opté pour l'abandon de l'architecture ADSU. La provision s'élève à 3,7 M€ au 31/12/2020.

FDS : concerne le logiciel de facturation des produits des CR. Le 17/12/2020 le COMEX Produit a entériné la décision du changement de logiciel Billings V4 par la nouvelle version majeure de Billings V5. Suite à ce changement les interfaces précédemment développées deviennent inadaptées. Au 31/12/2020 une provision de 1,76 M€ a été constatée.

BAM : Le COMEX du 18/11/2020 a validé le déploiement de l'application NewMaBanque en lieu et place de la BAM (Banque Accés Multiple). Le projet devrait prendre fin au 31/12/2021. Au 31/12/2020 une provision de 2,86 M€ a été constatée.

La provision pour coûts sociaux liés aux 3 accords RH signés en 2018, a été réajustée au 31/12/20 via le constat d'une reprise au titre de la consommation 2019 pour un montant de -7,23 M€ et aucun réajustement n'a été constatée. Le montant de la provision s'élève en conséquence à 25 M€ au 31/12/2020.

Crédit-Bail

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine					
Amortissements : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL					

REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL					

NEANT

REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
TOTAL					

VALEUR RÉSIDUELLE - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
TOTAL					

Mont. pris en charge dans l'exercice					
--------------------------------------	--	--	--	--	--

Rappel : Redevance de crédit bail	
-----------------------------------	--

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeurs nominales des titres détenus		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
				Brute	Nette		
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS							
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)							
2. participations (10 à 50% du capital détenu)							
Credit Agricole Group Infrastructure Platform	86 552 500		42,30 %	36 611 880	36 611 880	1 038 778 769	(3 073 923)

Liste des Filiales et Participations

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 27/05/21

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeurs comptables des titres détenus		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
				Brute	Nette		
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS							
1. filiales non reprises en A :							
- françaises :							
- étrangères :							
2. participations non reprises en A :							
- françaises :							
SCI MONTAIGNE 48 rue la Boétie 75008 Paris - 799219613	31 306 000	(5 375 073)	0,32 %	101 000	101 000	4 899 590	(696 317)
SAS D2CAM 12 place des Etats-Unis 92545 Montrouge Ced	78 603 200	(6 937 193)	0,08 %	100 125	100 125	19 668 874	1 047 518
- étrangères :							

État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 279 635		1 279 635
TOTAL de l'actif immobilisé :	1 279 635		1 279 635
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	78 076 215	78 076 215	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	45 098	45 098	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 212 388	1 212 388	
État - Impôts sur les bénéfices	559 010	559 010	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	68 946	68 946	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 418 040	1 418 040	
État - Divers			
Groupe et associés	6 503	6 503	
Débiteurs divers	10 857 044	10 857 044	
TOTAL de l'actif circulant :	92 243 244	92 243 244	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	8 542 817	8 542 817	

TOTAL GÉNÉRAL	102 065 696	100 786 061	1 279 635
----------------------	--------------------	--------------------	------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	102 224 835	102 224 835		
Personnel et comptes rattachés	39 726 422	39 726 422		
Sécurité sociale et autres organismes	21 347 852	21 347 852		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	963 056	963 056		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 126 083	5 126 083		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	900 614	900 614		
Groupe et associés				
Autres dettes	47 648	47 648		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	170 336 510	170 336 510		
----------------------	--------------------	--------------------	--	--

ACTIF CIRCULANT**DETAIL DES CCA**

Les charges constatées d'avance se répartissent de la manière suivante :

• Redevances :	2 460 796 €
• Maintenances :	4 983 178 €
• Locations/Charges :	373 041 €
• Divers :	725 802 €

TOTAL :	8 542 817 €
---------	-------------

Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	94 943 950
Dettes fiscales et sociales	63 791 667
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	21 411
TOTAL	158 757 028

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	4 685 730
Personnel	
Organismes sociaux	
État	1 460 869
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	6 026 838
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	12 173 437

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	8 542 817	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	8 542 817	

AUTRES INFORMATIONS

Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		55 521 844	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	72 107 649	1 866 918	
Autres créances	1 319 480	1 846 026	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 107 949	33 459 398	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice		
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	390	15

Effectif Réel

L'effectif de CA TECHNOLOGIES est constitué de 1 685 salariés (dont 19 en CDD, 36 en apprentissage et 22 en contrat de professionnalisation).

Le personnel mis à disposition est de 2 salariés détachés.

	2020	2019
Effectif de CATS	1 685	1 512
CDD	19	32
Apprentissage	36	14
Contrat de professionnel	22	53
Personnel mis à disposition	2	58

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL	
-------	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	

NEANT

TOTAL	
-------	--

Soldes Intermédiaires de Gestion

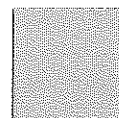
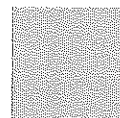
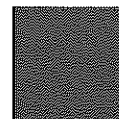
SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 27/05/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	%	Net (N-1) 31/12/2019	%
Ventes de marchandises				
-Coût d'achat des marchandises				
MARGE COMMERCIALE				
Production vendue	845 857 496	100,00	902 655 661	100,00
+ Production stockée				
- Déstockage de production				
+ Production immobilisée	6 282 683	0,7428	8 589 959	0,9516
PRODUCTION DE L'EXERCICE	852 140 179	100,7428	911 245 620	100,9516
CHIFFRE D'AFFAIRES	845 857 496	100,00	902 655 661	100,00
- Consommation en provenance des tiers	620 490 328	73,3564	699 331 901	77,4749
VALEUR AJOUTÉE	231 649 851	27,3864	211 913 719	23,4767
+ Subventions d'exploitation				
- Impôts et taxes	20 879 191	2,4684	18 559 305	2,0561
- Charges de personnel	158 502 883	18,7387	132 384 328	14,6661
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	52 267 776	6,1793	60 970 087	6,7545
+ Reprises et transferts de charges	15 512 670	1,834	11 234 424	1,2446
+ Autres produits	66		49	
- Dotations aux amortissements et provisions	55 043 523	6,5074	62 507 421	6,9248
- Autres charges	10 459 859	1,2366	9 908 933	1,0978
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 277 130	0,2692	(211 794)	-0,0235
+ Quote part opérations en commun				
+ Produits financiers	21 530	0,0025	50 200	0,0056
- Quote part opérations en commun				
- Charges financières	1 754	0,0002	6 382	0,0007
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 296 906	0,2715	(167 976)	-0,0186
Produits exceptionnels	1 099 500	0,13	49 723 780	5,5086
- Charges exceptionnelles	3 396 406	0,4015	49 555 805	5,49
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(2 296 906)	-0,2715	167 976	0,0186
- Participation des salariés				
- Impôt sur les bénéfices	(1 547 166)	-0,1829	(2 056 342)	-0,2278
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 547 166	0,1829	2 056 342	0,2278
Produits de cession d'éléments d'actif	1 045 821	0,1236	49 296 055	5,4612
- Valeur comptable éléments cédés	1 031 274	0,1219	49 295 810	5,4612
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS	14 547	0,0017	246	0,00

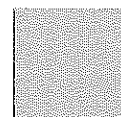
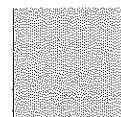
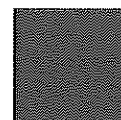
Sommaire

CATS - page de garde Etats Financiers - 3.....	1
CATS - Bilan.....	2
Bilan actif.....	3
Bilan passif.....	4
CATS - Compte de Résultat.....	5
compte de résultat premiere partie.....	6
Compte de résultat seconde partie.....	7
CATS - page garde Annexe.....	8
CATS - Règles et méthodes comptables.....	9
CATS - Règles et Méthodes comptables 1.....	10
CATS - Règles et Méthodes comptables 2.....	11
CATS - Règles et Méthodes comptables 3.....	12
CATS - Règles et Méthodes comptables 4.....	13
CATS - Informations BILAN et RESULTAT.....	14
CATS - IMMOBILISATIONS.....	15
CATS - AMORTISSEMENTS.....	16
CATS - AMORTISSEMENTS SUITE.....	17
CATS - Provisions Inscrites au bilan.....	18
CATS - PROVISIONS INSCRITES AU BILAN 2.....	19
CATS - PROVISIONS INSCRITES AU BILAN 5.....	20
CATS - Crédit Bail.....	21
CATS - Liste Filiales et Participations 1.....	22
CATS - Liste Filiales et Participations 2.....	23
CATS - Etat des Créances et des Dettes.....	24



Sommaire

CATS - Actif Circulant VMP - CCAV.....	25
CATS - Charges à Payer.....	26
CATS - Produits à recevoir.....	27
CATS - Charges et Produits Constatés d'Avance.....	28
CATS - Autres Informations.....	29
CATS - ELEMENT RELEVANT PLUSIEURS POSTE BILAN.....	30
CATS - Capital Social.....	31
CATS effectif moyen 2020.....	32
CATS - ENGAGEMENT FINANCIER.....	33
Soldes intermédiaires de gestion.....	34



Crédit Agricole Technologies et Services
Société en nom collectif au capital social de 5.850 euros
Siège social : 12 rue Villiot, 75012 Paris
521 320 408 R.C.S. Paris
(la "Société")

PROCÈS-VERBAL EN DATE DU

17 JUIN 2021

CONSTATANT LE RESULTAT DE LA CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES

L'an deux mille vingt et un, le dix-sept juin,

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Île de France, agissant en qualité de Gérant de la Société, représentée par son Directeur Général Monsieur Olivier GAVALDA, a établi le présent procès-verbal constatant le résultat de la consultation écrite des associés effectuée à titre exceptionnel dans le cadre de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19 (ci-après l'Ordonnance n° 2020-321) et selon les modalités prévues à l'article 14.1 des statuts qui permet le recours à une consultation écrite des associés.

La consultation écrite portait sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Affectation du résultat ;
- Ratification des cooptations des membres du Conseil de Surveillance nommés depuis la dernière Assemblée ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Dans le cadre de l'Ordonnance n° 2020-321 et selon les modalités prévues à l'article 14.1 à l'article 14.1 des statuts, le Gérant a adressé au siège social de chacun des associés, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos, le rapport de gestion du Gérant, le Rapport du Commissaire aux Comptes, le texte des résolutions proposées et un bulletin de vote, chaque associé disposant d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de ladite lettre pour émettre un vote par écrit.

Le Commissaire aux comptes de la Société et les représentants du Comité Social et Economique de la Société ont été avisés de cette consultation.

Du dépouillement des bulletins de vote reçus au siège social dans les délais impartis, il résulte que :

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020)

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Gérant, du rapport du Commissaire aux Comptes, et des comptes annuels concernant l'exercice clos au 31 décembre 2020 se soldant par un bénéfice d'un million cinq cent quarante-sept mille cent soixante-six euros (1 547 166 €), déclare les approuver et donner quitus de sa gestion au Gérant pour cet exercice.

Cette résolution a été adoptée à la majorité simple des voix attachées aux parts émises.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

La collectivité des associés, statuant sur l'affectation du résultat, décide, sur proposition du Gérant, d'affecter le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

- bénéfice de l'exercice : 1 547 166 €
- auquel s'ajoute le Report à Nouveau : 2 056 342 €

Formant un bénéfice distribuable de 3 603 508 €

- à titre de dividende aux associés : 2 207 068 €

Ce dividende sera réparti entre les Associés conformément à l'article 19 des statuts de la Société, par l'application de la clef de répartition des charges dite « étude » validée pour les charges de l'exercice clos au 31 décembre 2020, soit :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence	62 187,00 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Alsace Vosges	46 722,34 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine	65 952,23 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine	77 632,49 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Atlantique - Vendée	67 174,54 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie - Picardie	81 872,51 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Est	90 832,07 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France	77 399,71 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire	60 358,25 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest	36 196,82 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne	55 653,67 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente Maritime Deux-Sèvres	52 881,74 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Périgord	43 736,17 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de La Corse	22 563,86 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Côtes d'Armor	42 257,93 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Finistère	46 899,88 €

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté	47 901,93 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole de La Guadeloupe	24 726,34 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Ille Et Vilaine	46 641,77 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc	77 925,96 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire et Haute-Loire	44 747,36 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine	43 328,96 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole de La Martinique et de La Guyane	23 361,68 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Morbihan	40 692,46 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France	84 715,52 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord-Est	67 165,27 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées	62 653,47 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie	63 524,31 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine	56 956,84 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Île-de-France	127 553,55 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur	71 760,17 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Pyrénées-Gascogne	57 190,51 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de La Réunion	32 489,72 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie	70 214,12 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Sud Méditerranée	33 631,74 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Sud Rhône Alpes	62 394,44 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Toulouse 31	45 315,82 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de La Touraine et du Poitou	50 000,61 €
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Val de France	41 854,22 €

Ce dividende sera mis en paiement le 30 juin 2021.

- Le solde en Report à nouveau : 1 396 440 €.

Cette résolution a été adoptée à la majorité simple des voix attachées aux parts émises.

TROISIEME RESOLUTION

(Ratification des cooptations des membres du Conseil de Surveillance nommés depuis la dernière Assemblée)

La collectivité des associés ratifie la cooptation par le Conseil de Surveillance de Messieurs Olivier AUFFRAY (Président de la Caisse Régionale d'Ille-et-Vilaine) et Pascal DELHEURE (Directeur Général de la Caisse Régionale de Normandie) comme membres du Conseil de Surveillance, et ce pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Cette résolution a été adoptée à la majorité simple des voix attachées aux parts émises.

QUATRIEME RESOLUTION

(Pouvoirs en vue des formalités)

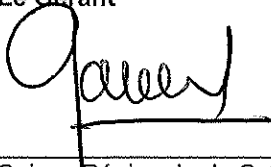
La collectivité des associés donne tous pouvoirs aux Petites Affiches, LEXTENSO, sis à La Grande Arche, Paroi Nord, 1 Parvis de La Défense , 92044 Paris – La Défense et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale de déposer et signer auprès du Greffe du Tribunal de Commerce Paris et autres, en ce y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, tous formulaires, produire toutes justifications, faire toutes déclarations, affirmations et réserves, acquitter tous droits et taxes, substituer et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution a été adoptée à la majorité simple des voix attachées aux parts émises.

Les bulletins de vote qui ont été adressés par les associés de la Société sont annexés au présent-procès-verbal.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Gérant.

Le Gérant



Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Île de France
Représentée par Olivier GAVALDA



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

CA Technologies & Services S.N.C.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
CA Technologies & Services S.N.C.
12, rue Villiot - 75012 Paris
Ce rapport contient 35 pages
Référence : FD/ffa

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

CA Technologies & Services S.N.C.

Siège social : 12, rue Villiot - 75012 Paris
Capital social : €5 850

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'assemblée générale de la société CA Technologies & Services S.N.C.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CA Technologies & Services S.N.C. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

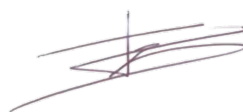
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 28 mai 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Frédéric Damaisin
Associé

Bilan Actif

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	388 635 999	348 154 269	40 481 731	44 248 401
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 788 425		1 788 425	6 574 973
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	390 424 425	348 154 269	42 270 156	50 823 374
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				300 000
Constructions	10 339 351	9 547 765	791 586	1 806 998
Installations techniques, matériel et outillage industriel	421 669	416 434	5 234	5
Autres immobilisations corporelles	106 240 223	75 864 535	30 375 689	12 587 565
Immobilisations en cours	1 162 391		1 162 391	1 468 415
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	118 163 634	85 828 734	32 334 900	16 162 984
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	55 521 854		55 521 854	55 521 854
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 279 635	2 030	1 277 605	1 607 148
TOTAL immobilisations financières :	56 801 489	2 030	56 799 459	57 129 002
ACTIF IMMOBILISÉ	565 389 548	433 985 032	131 404 516	124 115 359
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	78 076 215		78 076 215	73 960 375
Autres créances	14 167 029		14 167 029	57 972 876
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	92 243 244		92 243 244	131 933 251
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 713 086		5 713 086	2 527 331
Charges constatées d'avance	8 542 817		8 542 817	9 573 943
TOTAL disponibilités et divers :	14 255 904		14 255 904	12 101 274
ACTIF CIRCULANT	106 499 147		106 499 147	144 034 526
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	671 888 695	433 985 032	237 903 663	268 149 885

Bilan Passif

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 5 850	5 850	5 850
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 056 342	
Résultat de l'exercice	1 547 166	2 056 342
TOTAL situation nette :	3 609 358	2 062 192
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	3 609 358	2 062 192
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	32 156 962	22 753 824
Provisions pour charges	31 800 833	38 842 330
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	63 957 795	61 596 154
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 224 835	135 839 301
Dettes fiscales et sociales	67 163 413	64 528 666
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	900 614	3 932 963
Autres dettes	47 648	190 609
TOTAL dettes diverses :	170 336 510	204 491 539
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	170 336 510	204 491 539
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	237 903 663	268 149 885

Compte de Résultat (Première Partie)

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services	845 857 496		845 857 496	902 655 661
Chiffres d'affaires nets	845 857 496		845 857 496	902 655 661
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits			6 282 683 15 512 670 66	8 589 959 11 234 424 49
PRODUITS D'EXPLOITATION			867 652 914	922 480 093
CHARGES EXTERNES Achats de marchandises [et droits de douane] Variation de stock de marchandises Achats de matières premières et autres approvisionnement Variation de stock [matières premières et approvisionnement] Autres achats et charges externes			620 490 328	699 331 901
TOTAL charges externes :			620 490 328	699 331 901
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			20 879 191	18 559 305
CHARGES DE PERSONNEL Salaires et traitements Charges sociales			106 138 069 52 364 814	88 997 452 43 386 876
TOTAL charges de personnel :			158 502 883	132 384 328
DOTATIONS D'EXPLOITATION Dotations aux amortissements sur immobilisations Dotations aux provisions sur immobilisations Dotations aux provisions sur actif circulant Dotations aux provisions pour risques et charges			39 791 417 17 617 238	31 674 234 1 394 690 29 438 497
TOTAL dotations d'exploitation :			57 408 655	62 507 421
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			10 459 859	9 908 933
CHARGES D'EXPLOITATION			867 740 916	922 691 887
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(88 002)	(211 794)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(88 002)	(211 794)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 160	
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 370	50 200
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	21 530	50 200
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	5	2 064
Différences négatives de change	1 749	4 317
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	1 754	6 382
RÉSULTAT FINANCIER	19 776	43 818
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(68 226)	(167 976)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 560	427 725
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 097 940	49 296 055
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	1 099 500	49 723 780
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		121 570
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 031 274	49 434 235
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	1 031 274	49 555 805
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	68 226	167 976
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	(1 547 166)	(2 056 342)
TOTAL DES PRODUITS	868 773 945	972 254 073
TOTAL DES CHARGES	867 226 779	970 197 731
BÉNÉFICE OU PERTE	1 547 166	2 056 342

Annexes

Règles et Méthodes Comptables

Règles & Méthodes Comptables

L'exercice comptable de CA TECHNOLOGIES et SERVICES a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2020 ont été établis dans le respect des dispositions du règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 4 décembre 2015 relatif au Plan Comptable Général.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

a) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

b) Immobilisations Corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	15 à 50 ans
- Agencement et aménagement des constructions	7 à 10 ans
- Installations techniques	7 à 10 ans
- Matériels et outillages industriels	3 à 5 ans
- Matériels et outillages	3 à 5 ans
- Mobilier de Bureau	7 à 10 ans
- Matériels Informatiques	2 à 5 ans
- Matériels de Transport	3 à 5 ans
- Licences	1 à 3 ans

Depuis 2019, un changement d'estimation a été opéré pour les postes de travail. Le mode linéaire est désormais appliqué en lieu et place de l'amortissement dégressif.

Règles & Méthodes Comptables (suite)

d) Immobilisations Incorporelles créées en interne :

La création d'immobilisations incorporelles en interne a été mise en œuvre en 2019. Elle est consécutive à l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe CA de CATS au 1er janvier 2019.

De ce fait CATS, a abandonné au 1er janvier 2019 la méthode dérogatoire pratiquée précédemment en normes françaises, méthode qui lui permettait de constater en charges l'ensemble de ses coûts de projets.

Suite à l'absence de possibilité techniques d'évaluer et transcrire les projets antérieurs à 2019 en immobilisations incorporelles créées en interne, CATS n'a pas constaté en 2019 d'immobilisations incorporelles créées en interne au titre de ces années antérieures.

Depuis 2019, CATS constate des immobilisations incorporelles créées en interne.

Ces immobilisations incorporelles créées en interne sont communément appelées « production immobilisée au sein de CATS »

Au 31/12/2019 le montant de la production immobilisée s'établissait à 8,6 M€.

Au 31/12/2020 le montant de la production immobilisée est de 14,9 M€, soit 6,3 M€ d'immobilisations supplémentaires.

Elle se décompose comme telle :

	BRUT	AMORTISSEMENTS	NET
Entrée en relation Professionnelle	3 574 570,50 €	1 504 337,76 €	2 070 232,74 €
NBQ	6 110 666,78 €	591 790,24 €	5 518 876,54 €
Révision du défaut	3 581 079,67 €	882 068,99 €	2 699 010,68 €
New Ma Banque	1 606 324,92 €	0,00 €	1 606 324,92 €

e) Immobilisations Financières :

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur les immobilisations financières (titres) et titres de placement ne sont pas incorporés dans les coûts des immobilisations et sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations financières sont composées des parts sociales détenues sur les filiales (voir tableau des filiales).

e) Participations, Autres Titres Immobilisés, Valeurs Mobilières de Placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

f) Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Provisions :

CATS applique le règlement du Comité de la Règlementation Comptable n°2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite, aux litiges et aux risques divers.

Règles & Méthodes Comptables (suite)

Indemnités de Fin de Carrière : "Avantages au personnel postérieurs à l'emploi"

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Crédit Agricole Technologies et Services a appliqué, à compter du 1er janvier 2014, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, Crédit Agricole Technologies et Services provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Crédit Agricole Technologies et Services a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole Technologies et Services a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Ces engagements sont couverts par des polices d'assurance souscrites auprès d'un organisme spécialisé, à qui Crédit Agricole Technologies et Services verse des cotisations, qui sont comptabilisées en charge durant l'exercice au titre duquel elles sont dues. Ces engagements font l'objet d'une information détaillée dans la note Provisions pour risques et charges.

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole Technologies et Services n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

h) Charges Constatées d'avance :

Les charges constatées d'avance sont des actifs qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

i) Créances litigieuses :

Aucune créance litigieuse n'a été constatée au 31/12/2020

j) Provision pour dépréciation créance litigieuse :

Aucune provision pour dépréciation de créance litigieuse n'a été constatée au 31/12/2020.

k) Perte sur créances irrécouvrables :

Aucune perte sur créances irrécouvrables n'a été constatée au 31/12/2020.

Règles & Méthodes Comptables (suite)

i) Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles :

Aucune provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles a été constatée au 31/12/2020

m) Evènements significatifs

Au 29 Janvier 2020, le conseil de surveillance a acté la nomination de Madame Laure BELLUZZO en tant que Directeur Général du Crédit Agricole Technologies et Services en remplacement de Monsieur Serge MAGDELEINE désigné Directeur Général de la Caisse Régionale ALPES PROVENCE.
La passation a eu lieu début mai.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de la COVID 19. Le recours au télétravail a été massivement appliqué par l'ensemble des salariés. Cela a permis à CATS de maintenir son activité et de répondre rapidement aux demandes spécifiques des CR tels que le développement du télétravail et la mise en oeuvre d'applicatifs et produits liés aux mesures gouvernementales,....

En vue de soutenir au mieux l'activité française et de ne pas pénaliser les acteurs économiques, CATS a procédé à des règlements anticipés afin de soutenir ses fournisseurs.

Les frais de déplacement ont connu une baisse significative du fait des restrictions sanitaires sur l'ensemble du territoire, et de la décision de CATS de restreindre les déplacements dès le début du mois de Mars.

Suite à l'apport de la branche d'activité de production informatisée de CATS au 1er janvier 2019, les coûts de production ont été facturés, comme l'année précédente, par CAGIP sous forme de prestations.

En 2020 CATS a publié sa 1ere liasse fiscale au titre de 2019 en tant que société non transparente et redevable de l'IS et de ses crédits d'impôts.

CATS entrée dans le groupe de consolidation en 2019 a continué de déclarer ses comptes en normes IFRS auprès du groupe Crédit Agricole.

En dépit de la pandémie de la COVID 19, les opérations de transformations ont suivi leur processus et CATS s'est adapté afin de poursuivre son plan de recrutement et la rénovation de ses sites.

Un groupe de travail a été mis en place par CASA afin d'analyser la faisabilité et les impacts d'un futur groupement de TVA groupe CA, en remplacement de l'actuel article 261B.

En 2020, CATS a pris l'engagement de réaliser les travaux nécessaires au traitement de l'obsolescence des divers applicatifs et supports de CATS.

A cette fin, de nouvelles provisions pour obsolescences ont été constatées au 31/12/ 2020.

L'année 2020 a vu également la fin des détachements des personnels des CR vers CATS.

n) Perspectives d'avenir :

CATS participera en 2021 avec CASA à la mise en oeuvre du futur groupement de TVA.
La date cible de mise en place de ce futur groupement de TVA est le 01/01/2023.

En 2021, CATS rejoindra le groupement de TVA (art 261b) de CACIB.

Conformément aux engagements pris en 2020, CATS poursuivra ses travaux de l'obsolescence de ses applicatifs.

Informations
BILAN et RESULTAT

Immobilisations

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	368 679 928		32 203 473
TOTAL immobilisations incorporelles :	368 679 928		32 203 473
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	300 000		
Constructions sur sol propre	587 339		
Constructions sur sol d'autrui	10 956 352		
Constructions installations générales	0		
Installations techniques et outillage industriel	415 874		5 795
Installations générales, agencements et divers	8 317 750		15 767 738
Matériel de transport	7 179		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	74 618 878		8 572 358
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 468 415		14 017 035
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	96 671 787		38 362 925
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	55 521 854		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 621 548		98 028
TOTAL immobilisations financières :	57 143 402		98 028
TOTAL GÉNÉRAL	522 495 116		70 664 426

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	7 814 097	2 644 879	390 424 425	
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 814 097	2 644 879	390 424 425	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains		300 000		
Constructions sur sol propre		565 668	21 670	
Constructions sur sol d'autrui		638 672	10 317 680	
Constructions installations générales			0	
Install. techn., matériel et out. industriels			421 669	
Inst. générales, agencements et divers		113 546	23 971 942	
Matériel de transport			7 179	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		930 133	82 261 103	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	14 323 059		1 162 391	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	14 323 059	2 548 019	118 163 634	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			55 521 854	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		439 941	1 279 635	
TOTAL immobilisations financières :		439 941	56 801 489	
TOTAL GÉNÉRAL	22 137 155	5 632 838	565 389 548	

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	316 461 864	32 942 593	2 644 879	346 759 579
TOTAL immobilisations incorporelles :	316 461 864	32 942 593	2 644 879	346 759 579
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	209 183	17 586	207 609	19 160
Constructions sur sol d'autrui	9 527 510	574 331	573 236	9 528 604
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	415 869	566		416 434
Inst. générales, agencements et divers	2 741 188	3 024 658	31 590	5 734 256
Matériel de transport	7 179			7 179
Mat. de bureau, informatique et mobil.	67 607 875	3 242 906	727 681	70 123 100
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	80 508 803	6 860 047	1 540 116	85 828 734
TOTAL GÉNÉRAL	396 970 667	39 802 640	4 184 995	432 588 312

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	32 942 593		
TOTAL immobilisations incorporelles :	32 942 593		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	17 586		
Constructions sur sol d'autrui	574 331		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	566		
Installations générales, agencements et divers	3 024 658		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 242 906		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 860 047		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	39 802 640		

Amortissements (suite)

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :		
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL		
----------------------	--	--

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

Provisions Inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges	55 408	2 521 000	24 000	2 552 408
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	6 613 593	187 096		6 800 689
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	54 927 153	14 909 142	15 231 597	54 604 698
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	61 596 154	17 617 238	15 255 597	63 957 795

Prov. sur immobilisations incorporelles	1 394 690			1 394 690
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières	14 400		12 370	2 030
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 409 090		12 370	1 396 720

TOTAL GÉNÉRAL	63 005 243	17 617 238	15 267 967	65 354 515
----------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions pour risques et charges

Indemnités de Fin de Carrière :

L'évaluation des engagements des indemnités de fin de carrière des salariés de CA TECHNOLOGIES et SERVICES a été effectuée par la société PREDICA et la société ADICAM pour un montant global de 34 700 843 €. L'augmentation substantielle est due au recrutement de nouveaux salariés sur l'année 2020.

Une partie de cet engagement est externalisée auprès d'un assureur pour 24 368 320 €.

La différence qui s'établit à 10 233 487 € est, en partie, provisionnée dans nos comptes au 31/12/2020 pour un montant de 4 996 463 €.

Le solde de 5 237 024 € correspondant principalement aux gains et pertes sur la dette actuarielle au 31/12/2020, suite à l'option de la méthode "Corridor 0%", sera étalé à partir du 01.01.2021 selon la durée moyenne résiduelle de vie active du personnel bénéficiant du régime.

L'évaluation des engagements est basée sur l'effectif de CA TECHNOLOGIES et SERVICES, la détermination d'un salaire moyen, d'un âge moyen et de l'ancienneté.

Les hypothèses actuarielles appliquées à cette évaluation, retenues, sont :

- Un mode de départ volontaire
- Un taux de charges sociales de 58 %
- Une détermination d'âge de départ à la retraite, des taux de turn over, d'évolution des salaires
- Un taux d'actualisation de 0.36 %
- Une référence de taux = iBoxx 10+ au 31/12/2020
- Durée moyenne résiduelle de 13,61 ans
- La table de mortalité TF00-02
- Méthode : valeur actuelle de l'obligation déterminée selon la méthode des unités de crédits projetés.

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN suite

Médailles du travail :

La provision au 31/12/2020 qui s'établit à 1 804 226 € est en hausse de 166 602 € suite à l'arrivée de salariés expérimentés au sein de CATS.

Autres provisions pour risques et charges :

Concernant les provisions pour obsolescence certaines ont été réajustées ou créées en 2020.

La provision SIDV1 a été réajustée en 2020 pour la partie cible opérationnelle (la partie décisionnelle étant terminée) en raison de l'instabilité de la plateforme. Le projet devrait prendre fin au 1er trimestre 2022.

Le réajustement a quant à lui généré une dotation supplémentaire de +1,36 M€.

Les consommations 2020 pour le SIDV1 ont entraîné une reprise de – 3,33 M€.

La provision s'élève donc au 31/12/2020 à 2,23 M€.

Concernant le projet PACBASE (COBOL-UP), sa réalisation est conforme au planning, il n'y a donc pas eu de réajustement. Les consommations des prestations au titre de 2020 ont entraîné une reprise de provisions de -2,1 M€, ce qui porte la provision à 13,6 M€ au 31/12/2020.

De nouvelles provisions ont été constatées au 31/12/2020 :

HR ACCES : concerne le logiciel actuel du SIRH des CR et de CATS. Au 31/12/2020 la solution actuelle ne sera plus maintenue par l'éditeur SOPRA et fera l'objet d'un arrêt définitif en 2021. Il a été en conséquence décidé de remplacer la version actuelle par la nouvelle solution HR4YOU.

Au 31/12/2020 une provision de 5,22 M€ a été établie.

ADSU : il s'agit d'une architecture vieillissante et obsolète, un changement technologique s'impose à CATS dans le cadre de la modernisation du SI et du renouvellement des infrastructures. Le 04/12/2020 le comité Pilotage SI a opté pour l'abandon de l'architecture ADSU.

La provision s'élève à 3,7 M€ au 31/12/2020.

FDS : concerne le logiciel de facturation des produits des CR. Le 17/12/2020 le COMEX Produit a entériné la décision du changement de logiciel Billings V4 par la nouvelle version majeure de Billings V5.

Suite à ce changement les interfaces précédemment développées deviennent inadaptées.

Au 31/12/2020 une provision de 1,76 M€ a été constatée.

BAM : Le COMEX du 18/11/2020 a validé le déploiement de l'application NewMaBanque en lieu et place de la BAM (Banque Accès Multiple). Le projet devrait prendre fin au 31/12/2021.

Au 31/12/2020 une provision de 2,86 M€ a été constatée.

La provision pour coûts sociaux liés aux 3 accords RH signés en 2018, a été réajustée au 31/12/2020 via le constat d'une reprise au titre de la consommation 2019 pour un montant de -7,23 M€ et aucun réajustement n'a été constatée. Le montant de la provision s'élève en conséquence à 25 M€ au 31/12/2020.

Crédit-Bail

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine					
Amortissements : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL					

REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice					
TOTAL					

NEANT

REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
TOTAL					

VALEUR RÉSIDUELLE - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans					
TOTAL					

Mont. pris en charge dans l'exercice					
--------------------------------------	--	--	--	--	--

Rappel : Redevance de crédit bail	
-----------------------------------	--

Liste des Filiales et Participations

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en%	Valeurs nominales des titres détenus		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
				Brute	Nette		
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS							
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)							
2. participations (10 à 50% du capital détenu)							
Credit Agricole Group Infrastructure Platform	86 552 500		42,30 %	36 611 880	36 611 880	1 038 778 769	(3 073 923)

Liste des Filiales et Participations

SNC CA TECHNOLOGIES & SERVICES

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/05/21

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en%	Valeurs comptables des titres détenus		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
				Brute	Nette		
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS 1. filiales non reprises en A : - françaises : - étrangères : 2. participations non reprises en A : - françaises : SCI MONTAIGNE 48 rue la Boétie 75008 Paris - 799219613 SAS D2CAM 12 place des Etats-Unis 92545 Montrouge Ced - étrangères :							
	31 306 000	(5 375 073)	0,32 %	101 000	101 000	4 899 590	(696 317)
	78 603 200	(6 937 193)	0,08 %	100 125	100 125	19 668 874	1 047 518

État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 279 635		1 279 635
TOTAL de l'actif immobilisé :	1 279 635		1 279 635
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	78 076 215	78 076 215	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	45 098	45 098	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 212 388	1 212 388	
État - Impôts sur les bénéfices	559 010	559 010	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	68 946	68 946	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 418 040	1 418 040	
État - Divers			
Groupe et associés	6 503	6 503	
Débiteurs divers	10 857 044	10 857 044	
TOTAL de l'actif circulant :	92 243 244	92 243 244	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	8 542 817	8 542 817	

TOTAL GÉNÉRAL	102 065 696	100 786 061	1 279 635
----------------------	--------------------	--------------------	------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	102 224 835	102 224 835		
Personnel et comptes rattachés	39 726 422	39 726 422		
Sécurité sociale et autres organismes	21 347 852	21 347 852		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	963 056	963 056		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 126 083	5 126 083		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	900 614	900 614		
Groupe et associés				
Autres dettes	47 648	47 648		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	170 336 510	170 336 510		
----------------------	--------------------	--------------------	--	--

ACTIF CIRCULANT

DETAIL DES CCA

Les charges constatées d'avance se répartissent de la manière suivante :

• Redevances :	2 460 796 €
• Maintenances :	4 983 178 €
• Locations/Charges :	373 041 €
• Divers :	725 802 €

TOTAL :	8 542 817 €
---------	-------------

Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	94 943 950
Dettes fiscales et sociales	63 791 667
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	21 411
TOTAL	158 757 028

[illegible]

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	8 542 817	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	8 542 817	

AUTRES INFORMATIONS

Éléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		55 521 844	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	72 107 649	1 866 918	
Autres créances	1 319 480	1 846 026	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 107 949	33 459 398	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice		
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	390	15

Effectif Réel

L'effectif de CA TECHNOLOGIES est constitué de 1 685 salariés (dont 19 en CDD, 36 en apprentissage et 22 en contrat de professionnalisation).

Le personnel mis à disposition est de 2 salariés détachés.

	2020	2019
Effectif de CATS	1 685	1 512
CDD	19	32
Apprentissage	36	14
Contrat de professionnel	22	53
Personnel mis à disposition	2	58

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL	
-------	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	

NEANT

TOTAL	
-------	--